



Trump déploie des troupes en Afrique centrale à la suite des élections contestées au Congo

Par [Eddie Haywood](#)

Mondialisation.ca, 08 janvier 2019

wsws.org 7 janvier 2019

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Militarisation](#)

À la suite d'un scrutin très disputé le 30 décembre en République démocratique du Congo (RDC), l'administration Trump a déployé un contingent de troupes au Gabon voisin, dans le but de « protéger les biens américains d'éventuelles manifestations violentes » après l'élection pour désigner un successeur au dirigeant de longue date Joseph Kabila. Les résultats des élections qui devaient être rendus publics dimanche par les fonctionnaires électoraux ont été reportés indéfiniment en raison d'un retard dans le dépouillement de tous les bulletins de vote.

Trump a envoyé une lettre à la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, vendredi, informant le Congrès qu'il avait ordonné le déploiement à durée indéfinie d'environ 80 soldats au Gabon pour protéger les citoyens américains et les fonctionnaires de l'ambassade en RDC. La lettre de Trump note que les premiers soldats sont arrivés dans le pays mercredi avec « l'équipement de combat approprié et soutenu par des avions militaires ». La lettre indiquait également que des troupes supplémentaires pourraient être déployées au Gabon, en République du Congo et en RDC « selon les besoins ».

En déployant des troupes dans la région, Washington indique clairement qu'il a l'intention d'installer un gouvernement malléable à Kinshasa qui veillera à ce que les intérêts économiques des États-Unis dans le pays soient protégés. Les proclamations de Trump sur « l'Amérique d'abord » en politique étrangère ne signifient pas un retrait de l'intervention dans les affaires des autres nations ou l'épanouissement de la paix ; elles signifient plutôt la poursuite éhontée de la géopolitique impérialiste américaine par des moyens économiques et militaires contre adversaires aussi bien que contre des alliés.

Cette opération militaire doit également être comprise dans le cadre des objectifs impérialistes américains en Afrique de réaffirmer la domination géopolitique de l'Amérique malgré son déclin économique par rapport à ses concurrents mondiaux. À cette fin, Washington a intensifié ses opérations militaires dans presque tous les coins de l'Afrique dans le but principal de neutraliser la vaste influence économique de Beijing sur le continent.

La dernière manœuvre militaire de Washington met en pratique la stratégie exposée dans un discours prononcé le mois dernier par John Bolton, Conseiller à la sécurité nationale de Trump, dans lequel il identifie l'ensemble du continent africain comme un champ de concurrence « entre grandes puissances » entre les États-Unis et leurs deux principaux concurrents, la Chine et la Russie, qui ont accru leurs investissements dans de nombreux

pays africains. Bolton a dénoncé Pékin et Moscou pour leurs « pratiques prédatrices » qui « menacent l'indépendance financière des nations africaines, inhibent les opportunités d'investissements américains, interfèrent avec les opérations militaires américaines et constituent une menace significative pour la sécurité nationale américaine ».

Ces dernières années, Kabila s'est heurté aux États-Unis et à l'Europe en développant des liens économiques plus étroits avec Pékin, en concluant plusieurs accords d'investissements économiques d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, ce que les stratèges impérialistes à Washington considèrent comme intolérable.

Le manque de confiance des impérialistes occidentaux a également été alimenté par l'incapacité du gouvernement à sécuriser les provinces de l'Est, longtemps ravagées par des escarmouches paramilitaires, où se concentre l'immense richesse minière du pays. Selon des estimations récentes, la RDC dispose de 24 000 milliards de dollars en ressources brutes inexploitées, dont le cobalt et le coltan, deux métaux essentiels à l'industrie croissante des smartphones et des véhicules électriques.

Le scrutin du mois dernier en RDC fait suite à un retard de deux ans dans la tenue d'élections pour déterminer le successeur du président Joseph Kabila, qui a reporté les élections avant la fin de son mandat en décembre 2016, ce qui a déclenché une série de manifestations et de troubles sociaux dans la capitale Kinshasa et à travers le pays.

Kabila, arrivé au pouvoir en 2001, a soutenu le candidat de son parti au pouvoir, Emmanuel Ramazani Shadary, pour lui succéder. Washington, en revanche, a favorisé l'opposant de Shadary, le riche homme d'affaires Martin Fayulu, un ancien dirigeant pétrolier formé aux États-Unis et en France.

Shadary et Fayulu appartiennent tous deux à la minuscule couche d'élites parasites qui composent la bourgeoisie congolaise, accumulant entre eux les énormes richesses en ressources du Congo en négociant des contrats lucratifs, tandis que les masses congolaises connaissent une misère sociale généralisée, la majorité vivant avec à peine plus d'un dollar par jour.

En tant que ministre de l'intérieur et de la sécurité sous le gouvernement de Kabila, Shadary a été chargé de mener à bien la violente répression du régime contre les manifestants et les opposants politiques, en particulier la récente campagne sanglante dans la province du Kasai, dans laquelle ses forces ont commis des crimes contre l'humanité, dont le viol, la torture et de nombreuses tueries aveugles.

Fayulu a été employé par le géant pétrolier américain Exxon-Mobil de 1984 à 2003, d'abord comme auditeur, puis promu au poste de directeur général, à partir duquel il a supervisé les opérations de l'entreprise sur le continent africain. Après avoir démissionné d'Exxon-Mobil, Fayulu est retourné à Kinshasa et a obtenu un siège au Parlement en 2006.

L'élection présidentielle s'inscrit dans une explosion de tensions politiques et sociales qui secoue la nation centrafricaine, avec les récentes protestations contre le gouvernement profondément impopulaire de Kabila et les escarmouches rebelles en cours dans les provinces de l'Est. À ce mélange toxique s'ajoute une nouvelle flambée du virus mortel Ebola au cours des dernières semaines.

La veille du scrutin, Kabila a provoqué une éruption de colère sociale alors que des dizaines

de manifestants affluaient dans les rues de Kinshasa et de diverses villes après la décision du président à la dernière minute d'interdire arbitrairement à un million de personnes de participer au scrutin, au motif absurde que des électeurs atteints d'Ebola pourraient infecter des centaines de personnes participant au scrutin.

Samedi, la Commission électorale nationale indépendante (CENI), l'organe officiel chargé du dépouillement du scrutin, a annoncé que les résultats du scrutin seraient reportés d'une semaine. À la fin de dimanche, des rapports indiquaient que Fayulu avait clairement pris la tête du scrutin.

Les observateurs électoraux internationaux se sont inquiétés de la possibilité d'irrégularités dans le décompte des voix, ainsi que de la crainte qu'en reportant le décompte, le gouvernement Kabila ne fasse traîner les choses pour laisser le temps à Shadary de remporter une victoire. L'Église catholique, qui détient un pouvoir important au Congo, a mis en garde contre un soulèvement à grande échelle si le scrutin semblait frauduleux.

Dans la période précédant le scrutin de dimanche, l'Église catholique a organisé et placé 41 000 observateurs électoraux dans les bureaux de vote du pays. En réfutant la proclamation d'un délai par le gouvernement, l'Église a déclaré aux médias qu'elle avait déterminé un gagnant clair.

Bien que l'Église n'ait pas annoncé publiquement le nom de Fayulu, selon le *Washington Post*, un haut fonctionnaire occidental et un conseiller présidentiel ont déclaré que l'Église catholique avait effectivement conclu que Fayulu était le vainqueur.

Dans un entretien accordé vendredi, le conseiller présidentiel Kikaya Bin Karubi a condamné la conclusion de l'Eglise et a averti que l'Eglise « enfreignait les lois constitutionnelles et électorales et cherche à déclencher une révolte populaire dont elle sera responsable ».

Les tensions avec Washington et l'Europe ont atteint leur paroxysme le 29 décembre lorsque Kabila, confronté à d'immenses pressions des gouvernements occidentaux pour qu'il se retire pacifiquement, a expulsé du pays l'ambassadeur de l'Union européenne.

Pour sa part, l'UE, dans le cadre d'une initiative lancée par Washington sous l'administration Obama, a imposé des sanctions et des interdictions de voyage à plusieurs personnalités du gouvernement de Kabila, dont Kabila lui-même, ainsi que le gel des avoirs détenus dans des banques européennes par plusieurs responsables de Kabila.

L'effondrement et la détérioration extrêmes des relations entre Washington et l'Europe et le gouvernement de Kabila ont été mis en évidence lorsqu'au cours d'un entretien accordé aux médias dans les jours précédant le scrutin, on a demandé à Kabila quels conseils il donnerait à son successeur, et il a répondu : « La plus grande recommandation est qu'il écoute la voix des Congolais et ne suive pas celle des États-Unis, de l'Europe ou d'ailleurs. »

Eddie Haywood

Article paru en anglais, WSWWS, le 7 janvier 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Articles Par : **[Eddie Haywood](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca